CARTEL INTERSYNDICAL

Commission ad hoc du personnel
du Grand Conseil

Genève, le 5 novembre 2014

Prise de position sur le PL 11428

Monsieur le président,
Mesdames les députées,
Messieurs les députés,

Le CARTEL intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné a lu avec attention le projet de loi 11428 et plus particulièrement son argumentaire.

Les termes utilisés dans l'exposé des motifs sont particulièrement vexatoires à l'égard de la fonction publique et ainsi qu'à l'égard du service public, une notion dont les particularités échappent aux signataires, dont certaines et certains ont pourtant des membres de leur famille au sein de la fonction publique.

A Genève, deux catégories de personnes sont stigmatisées, les frontaliers-ères et les "fonctionnaires". Dommage qu'ils-elles ne soient pas protégé-e-s par la loi et par des organisations de défense des minorités.

Le CARTEL profite de cette commission pour porter à votre connaissance ou vous rappelez le contenu de l'Info Cartel du mois de mars 2013. Le CARTEL rappelait à cette occasion le rôle fondamental joué par le service public pour le fonctionnement de l'Etat de droit et donc de la démocratie.

Lors du débat de la commission des finances à propos du PL 11309, le CARTEL relève les propos suivants tenus par vos pairs lors de cette commission.

"La richesse d'une entreprise est son personnel. ... toucher aux conditions sociales du personnel est le dernier recours, seulement après avoir fait tous les efforts possibles pour faire des économies." (commissaire MCG)

"Un blocage des annuités est une situation que les fonctionnaires devront payer tout au long de leur carrière. ... La suppression des annuités une année a des effets induits sur l'année suivante, et ainsi de suite. Il estime donc que les répercussions d'une suppression d'une annuité sont à long terme et pour certaines personnes, jusqu'à la fin de leur vie." (commissaire EaG)

"L'annuité ... faisant partie des mécanismes prévus entre partenaires sociaux pour régir les salaires dans la fonction publique." (commissaire S)

Le Cartel partage ces considérations. Il tient à rappeler par ailleurs que le système d'annuités automatiques est un mécanisme valorisant l'expérience professionnelle et l'acquisition de compétences qui en découle. De plus, ce mécanisme a une fonction de fidélisation des membres du personnel, fonction d'autant plus renforcée depuis le remplacement du système très imparfait et inopérant de prime de fidélité par le 13^e salaire en 2009.

L'exposé des motifs critique le fait que l'octroi de l'annuité ne soit lié ni à l'efficacité, ni à la qualité des prestations, ni même à la situation budgétaire du Canton.

Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné

AGEEP • FAMCO • FAPCEGM-HEM • SIT • SPG • SPJ • UCESG • UFAC

Case postale 1765 – 1227 Carouge – CCP 12-10549-7 – www.cartel-ge.ch – Bureau du Cartel : info@cartel-ge.ch

CARTEL INTERSYNDICAL

Le CARTEL rappelle, outre l'arbitraire d'un tel système, que les collectivités publiques ayant introduit le salaire au mérite en reviennent, ce système ayant tant concrètement difficilement applicable et générant de comportements nuisant à l'efficacité et à la qualité des prestations. Ce constat n'est pas uniquement le fait du CARTEL, mais également celui de l'Institut des hautes études en administration publique (IDHEAP), institut loin d'être un repère de vociférant-e-s syndicalistes. De plus, punir la fonction publique des conséquences du manque de moyens, de l'incurie de certaines décisions managériales, voire de décisions politiques inopérantes, revient à attribuer la consécutive baisse de la qualité des prestations à celles et ceux qui n'en sont pas responsables. Quant à la situation budgétaire du Canton, le CARTEL tient à relever qu'elle découle uniquement d'une volonté délibérée de réduire la fiscalité et donc les revenus de l'Etat. L'analogie avec le fonctionnement d'une entreprise privée n'a aucun sens, car quelle entreprise privée a pour pratique de régulièrement réduire volontairement ses revenus ?

L'art 2. al. 4 de la LTRAIT (B 5 15) est très précis, il s'agit d'un droit. Si ce droit ne peut être appliqué, pour diverses raisons, il est juste que cette non application fasse l'objet d'un projet de loi qui doit être débattu devant le parlement pour le respect de la fonction publique et afin d'en garder une trace à l'égard des citoyen-ne-s genevois-es.

Toujours sur le plan de la répartition des compétences et des responsabilités politiques des décisions prises, l'exposé des motifs, indique qu'avec la loi actuelle, « le Conseil d'Etat est en effet privé de la compétence de décider si les salaires de son propre personnel doivent augmenter : fâcheux lorsque l'on est chargé, de par la constitution, de diriger l'administration cantonale (art. 106 Cst.) ». Le CARTEL est heureux d'apprendre que les auteur-e-s du PL 11428 refuseront le PL 11323, qui impose au Conseil d'Etat de modifier la réglementation horaire de son personnel. Mais plus sérieusement, provenant d'un parti politique qui n'a pas hésité pas à piétiner l'accord de 2012 signé entre le CARTEL et le Conseil d'Etat, et qui continue de le faire par le récent dépôt du PL 11548 remettant encore en cause un élément fondamental de cet accord, le CARTEL doute profondément de la sincérité de ce plaidoyer en faveur du respect du rôle d'employeur du Conseil d'Etat. Ce plaidoyer est d'autant plus hypocrite que la décision d'octroi ou non de l'annuité reviendra toujours de facto au Grand Conseil dans le cadre de l'adoption du budget de l'Etat par ce dernier.

Le CARTEL relève que le PL 11428 a été déposé dans la foulée de celui relatif aux comptes 2013 de l'Etat de Genève. Dès lors que le résultat positif de ces comptes impliquait le versement rétroactif de l'annuité 2014, ce projet de loi a le goût de la revanche mal assumée à l'égard d'une décision de la majorité du Grand Conseil.

Le projet de loi 11428 est un hold up de la démocratie par celles et ceux qui ne voient que le coût de la fonction publique et jamais les efforts qu'elle produit ni le fait qu'elle est un acteur économique non négligeable.

Ce projet de loi vise à bloquer les salaires et donc le pouvoir d'achat de la fonction publique, soit celui de plus de trente-cinq mille personnes du bassin économique genevois sans débat démocratique. Ce gel du pouvoir d'achat se répercutera non seulement sur la masse fiscale dont dépend le remboursement de la dette et les investissements de l'Etat, mais impactera également le tissu économique genevois.

En déposant ce projet de loi, les signataires refusent d'assumer leurs responsabilités d'élue-e-s à l'égard de la fonction publique en espérant vêtir l'habit de Ponce Pilate pour s'en décharger.

C'est pour ces raisons que le CARTEL, vous recommandent, Mesdames les députées et Messieurs les députés de rejeter le PL 11428.

Pour le bureau du Cartel :

Patrick Flury, Président

Annexe : Info Cartel mars 2013

Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné

AGEEP • FAMCO • FAPCEGM-HEM • SIT • SPG • SPJ • UCESG • UFAC

Case postale 1765 – 1227 Carouge – CCP 12-10549-7 – www.cartel-ge.ch – Bureau du Cartel : info@cartel-ge.ch